

3.

COMMUNICATIONS DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

**Les informations sont données par
les membres du collège des bourgmestre
et échevins en la séance même**

**Sont déposés, par ailleurs, à l'inspection des
membres du conseil communal, au bureau
du secrétaire, les documents suivants:**

- **Compte rendu de la réunion du comité du SYVICOL du 4 février 2019**
- **Rapport séance du TICE du 18 décembre 2018**
- **Compte rendu de la réunion du comité du SIGI du 22 janvier 2019**

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

4.1.	Administration générale Approbation des titres de recettes	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

2018

N°	LIBELLÉ	ARTICLE BUDGÉTAIRE	MONTANT
01	Remboursement du congé politique par l'État	2.121.748310.99002	12.536,17 €
02	Remboursement des congés syndicaux, sportifs ou autres par l'État	2.121.748393.99001	1.724,48 €
03	Fonds de dotation globale des communes – solde avance 2 ^e trimestre 2018 et solde 2018	2.170.744560.99001	12.046.751,82 €
04	Remboursement de l'État dans les travaux de jeunes chômeurs	2.264.744400.99003	12.938,52 €
05	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	160,80 €
06	Pacte Climat – Fonds pour la protection de l'environnement	2.590.744710.99001	50.000,00 €
07	Remboursement par l'État des frais divers de fonctionnement portant sur les locaux du Centre national de jeux de quilles	2.822.744611.99001	67.489,00 €
08	Remboursement par l'État de la rémunération du personnel socio-éducatif de la commune intervenant dans l'enseignement fondamental	2.913.744611.99001	23.104,53 €
	Total		12.214.705,32 €

2019

N°	LIBELLÉ	ARTICLE BUDGÉTAIRE	MONTANT
01	Remboursement par la mutualité des employeurs des indemnités pécuniaires de maladie	2.121.748392.99001	54.830,92 €

N°	LIBELLÉ	ARTICLE BUDGÉTAIRE	MONTANT
02	Fonds de dotation globale des communes – dotation 1 ^{er} trimestre 2019	2.170.744560.99001	6.781.625.00 €
03	Fonds de dotation globale des communes – solde 1 ^{er} trimestre 2019	2.170.744560.99001	6.648.667,87 €
	Total		13.485.123,79 €

Considérant qu'en fait, ces titres doivent être soumis à l'approbation du conseil communal alors qu'ils ont pour objet le recouvrement de recettes qui n'ont pas été autorisées par cette autorité;

Après délibération conforme,

à l'unanimité a p p r o u v e

les documents en question.

La présente délibération n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

4.2.	Administration générale Renouvellement des installations techniques dans la piscine « PIKO » à Rodange : vote d'un crédit spécial	Décision
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant de faire procéder à des travaux de renouvellement des installations techniques dans la piscine « PIKO » à Rodange ;
- suggérant en l'occurrence d'admettre un crédit spécial de 50.000 euros au nouvel article 4.823.221311.19055, intitulé « Piscine PIKO à Rodange: travaux de renouvellement des installations techniques », en vue de pouvoir commencer avec ce projet ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 19 avril 2019, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'admettre un crédit spécial de 50.000 euros au nouvel article 4.823.221311.19055 de l'exercice 2019, intitulé « Piscine PIKO à Rodange: travaux de renouvellement des installations techniques ».

Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 2 mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

4.3.	Administration générale Aménagement d'un axe d'eau pluviale au niveau de l'avenue de la Gare à Lamadelaine : vote d'un crédit spécial	Décision
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant de faire procéder à des travaux d'aménagement d'un axe d'eau pluviale au niveau de l'avenue de la Gare à Lamadelaine ;
- précisant que ces travaux doivent être réalisés en même temps que les travaux de réaménagement de la rue concernée ;
- suggérant en l'occurrence d'admettre un crédit spécial de 210.000 euros au nouvel article 4.550.221313.19054, intitulé « Travaux d'aménagement d'un axe d'eau pluvial au niveau de l'avenue de la Gare à Lamadelaine, tronçon compris entre la rue Maragole et la route de Luxembourg N5 », en vue de pouvoir commencer avec ce projet ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 19 avril 2019, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'admettre un crédit spécial de 210.000 euros au nouvel article 4.550.221313.19054 de l'exercice 2019, intitulé « Travaux d'aménagement d'un axe d'eau pluvial au niveau de l'avenue de la Gare à Lamadelaine, tronçon compris entre la rue Maragole et la route de Luxembourg N5 ».

Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 2 mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

4.4.	Administration générale Autorisation d'ester en justice en matière de responsabilité encourue par l'administration communale en cas d'incident sur la voie publique	Décision
------	--	----------

Le conseil communal,

Considérant que dans l'affaire Administration communale de Pétange c/ M. Marc Thiry, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a déclaré, dans son jugement du 29 mars 2019, la demande de M. Marc Thiry fondée sur base de l'article 1384 du code civil et, par conséquent, il condamne, in solidum, la société Sammy Jewels ainsi que l'Administration communale en réparation du prétendu dommage ;

Considérant que les juges ont retenu que le trottoir dont la Commune de Pétange a la garde présentait un état anormal le jour de l'accident, que cet état a été la cause génératrice du dommage subi par M. Marc Thiry et que, par conséquent, la responsabilité de la Commune en tant que gardienne du trottoir est donc engagée sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1^{er} du Code civil ;

Considérant que la Commune de Pétange est d'avis que la seule responsabilité qui doit être recherchée dans la présente affaire est celle du gérant de la société Sammy Jewels qui a omis, à priori sciemment, de nettoyer la partie du trottoir longeant son immeuble ; que dès lors aucune faute ou rôle causal ne peut être imputable à l'Administration communale puisque l'obligation de dégager le trottoir incombait au gérant de la société précitée ;

Considérant que la Commune de Pétange conteste le bien-fondé dudit jugement et, par conséquent, entend faire appel contre le jugement civil rendu par le Tribunal de et à Luxembourg en date du 29 mars 2019 dans l'affaire Administration communale de Pétange c/ M. Marc Thiry ;

Vu l'article 83 de la loi communale du 13 décembre 1988, qui stipule que toutes les actions en justice dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège des bourgmestre et échevins que sur une autorisation délivrée par le conseil communal ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'autoriser le collège des bourgmestre et échevins de faire appel contre le jugement civil rendu par le Tribunal de et à Luxembourg en date du 29 mars 2019 dans l'affaire émargée.

La présente n'est pas sujette à l'approbation de l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

5.	Cimetières Modification du règlement pour les cimetières	Décision
----	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 18 septembre 2014 par laquelle il a arrêté un nouveau règlement pour les cimetières ;

Revu sa décision du 4 février 2019 par laquelle il a modifié son règlement pour les cimetières du 18 septembre 2014 ;

Vu la missive du 14 mars 2019 du ministère de l'Intérieur nous informant qu'il a lieu de procéder au remplacement de la mention « collège des bourgmestre et échevins » par le terme « bourgmestre » à l'article 13.2. ;

Vu l'article 107 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique ;

Vu la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres ;

Vu la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles ;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1972 relatif à la création et au fonctionnement d'un four crématoire ;

Vu le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu l'avis du médecin-inspecteur de la direction de la Santé établi en date du 7 janvier 2019 ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestres et échevins proposant, compte tenu de la missive du ministère de l'Intérieur du 14 mars 2019, d'apporter la modification suivante à l'article 13.2 du règlement adopté par le conseil communal en sa séance du 18 septembre 2014 :

Article 13.-

13.2.

En cas d'urgence, il est procédé d'office, sur ordre du bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés aux frais du concessionnaire. Une facture y afférente sera adressée au concessionnaire.

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1) D' a p p r o u v e r la modification à l'article 13.2 telle que décrite ci-dessus, applicable avec effet au 1^{er} juin 2019.
- 2) D' a d o p t e r le texte coordonné du règlement pour les cimetières de la Commune de Pétange du 18 septembre 2014, qui entrera en vigueur le 1^{er} juin 2019 :

**Texte coordonné du règlement pour les cimetières de la
Commune de Pétange du 18 septembre 2014**

modifié par le conseil communal en ses séances du
4 février 2019
29 avril 2019

Chapitre I.- Dispositions générales

Article 1.-

Les cimetières de la commune sont destinés au dépôt des cendres et à l'inhumation:

- a) des personnes décédées dans cette commune;
- b) des personnes qui, ayant ou ayant eu leur domicile ou leur résidence dans cette commune, sont décédées hors du territoire de la commune;
- c) des personnes qui ont droit à être inhumées dans une concession;
- d) des habitants de la commune ou concessionnaires décédés, y compris les membres de leur famille, dont les cendres sont dispersées sur "les Aires du Souvenir" aménagées sur les cimetières de la commune.

Article 2.-

L'inhumation d'un corps humain ou des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain, ne peut avoir lieu sans une autorisation écrite de l'officier de l'état civil. Il en est de même du dépôt et de la dispersion des cendres.

Est considérée comme autorisation d'inhumer, de déposer ou de disperser les cendres, l'autorisation d'incinérer que l'officier de l'état civil a délivrer préalablement, conformément à l'article 19 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, si la personne décédée remplit par ailleurs les conditions requises pour être inhumée sur l'un des cimetières de la commune.

L'autorisation d'inhumer le corps d'une personne décédée sur le territoire de la commune est délivrée sur le vu d'une attestation médicale constatant le décès.

Pour les corps de personnes décédées sur le territoire d'une autre commune, l'autorisation est établie sur le vu du permis de transport délivré par l'officier de l'état civil de cette commune.

Pour les personnes décédées à l'étranger, le permis d'inhumation est délivré sur le vu des documents officiels nécessaires d'après les conventions entre le Grand-Duché de Luxembourg et le pays où a eu lieu le décès.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune et dont l'enterrement doit se faire à l'étranger, le permis d'inhumation et le permis de transport sont délivrés conformément aux lois, règlements et conventions internationales respectivement bilatérales en vigueur.

Article 3.-

Dans les vingt-quatre heures du décès, la déclaration en est faite dans les bureaux de l'état civil, conformément aux dispositions des articles 78 à 85 du Code civil. A la même occasion, les déclarants règlent avec l'officier de l'état civil toutes les questions relatives à l'enterrement.

Article 4.-

L'inhumation d'un corps humain doit avoir lieu entre la vingt-quatrième et la soixante-douzième heure après le décès.

En cas de prorogation du délai d'inhumation le dépôt de la dépouille mortelle dans la cellule frigorifique ou dans le chariot frigorifique doit se faire endéans les 24 heures qui suivent le décès. Les installations réfrigérées doivent être équipées d'un système assurant une température constante de 0°C et 5°C. Les installations et matériaux doivent être faciles à nettoyer et de style sobre. Les installations réfrigérées sont à réserver aux seuls corps humains. L'Inspection Sanitaire se réserve le droit de procéder à tout moment à un contrôle des installations et à vérifier leur fonctionnement correct.

Les dépouilles mortelles des personnes devant être enterrées hors du territoire de la commune doivent être enlevées avant la soixante-douzième heure.

Passé ce terme de soixante-douze heures, il est procédé d'office à l'enterrement sur le cimetière communal après en avoir informé la famille du défunt.

Les délais d'inhumation fixés par le présent règlement peuvent être abrégés par le bourgmestre dans les cas prévus par la loi ou les règlements de police.

Les règles qui précèdent sont également applicables aux dépouilles mortelles devant être incinérées en ce sens que ces dernières ne peuvent être enlevées en vue de leur incinération avant la vingt-quatrième heure, mais doivent l'être avant la soixante-douzième heure, faute de quoi il sera procédé d'office à l'enterrement sur le cimetière communal.

Chapitre II.- Des concessions

Article 5.-

Des concessions de terrain - au maximum deux concessions d'un seul tenant - peuvent être accordées dans les cimetières pour la fondation de sépultures privées.

Toute sépulture, dont la surface égale ou dépasse deux mètres carrés, doit être pourvue d'une concession.

Article 6.-

Des concessions peuvent être accordées:

- a) pour l'inhumation de personnes ayant eu leur dernier domicile dans la commune;
 - b) pour l'inhumation de personnes ayant eu leur domicile habituel dans la commune, au cas où elles ont dû quitter celle-ci, soit pour des raisons professionnelles, soit pour l'admission à une clinique, à une maison de retraite ou à une maison de soins;
 - c) à des habitants de la commune pour l'inhumation des personnes mentionnées à l'article 9 sub a) et b), même si celles-ci ne sont pas décédées sur le territoire de la commune.
-

Le collège des bourgmestre et échevins détermine l'emplacement des concessions.

Article 7.-

La commune ne prend aucun engagement et aucune responsabilité en ce qui concerne l'état du sous-sol des surfaces concédées.

Article 8.-

Les concessions sont accordées par le conseil communal, sur proposition du collège des bourgmestre et échevins.

Ces concessions n'attribuent pas de droit de propriété aux concessionnaires, mais établissent simplement à leur profit et à celui de leur famille un droit de jouissance avec affection spéciale.

Les concessionnaires ou leurs ayants cause ne pourront détourner le terrain concédé de son affection, le donner à bail ou l'aliéner.

Article 9.-

Peuvent être inhumés dans les concessions les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles :

- a) *le concessionnaire et son conjoint;*
- b) *ses descendants et ascendants avec leurs conjoints respectifs ainsi que ses enfants adoptifs avec leurs conjoints;*
- c) *avec l'accord du concessionnaire, les personnes auxquelles l'attachent des liens de parenté, d'affection et de reconnaissance (...)*

Article 10.-

Les concessions sont temporaires et d'une durée de trente ans; elles sont cependant renouvelables.

Article 11.-

A l'expiration d'une concession temporaire, les dispositions de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles sont applicables à savoir: (...) *Toutefois une ou plusieurs personnes intéressées au maintien de ces concessions devront faire tous les trente ans à l'administration communale une déclaration par laquelle elles manifestent leur volonté de conserver leurs droits. Cette déclaration doit être faite dans un délai d'une année. (...) Lorsque la déclaration conservatoire n'a pas été faite dans le prédit délai, l'administration communale avertit les intéressés que, faute par eux d'y procéder dans un délai supplémentaire de six mois à partir de la notification de l'avertissement, ils seront considérés comme ayant renoncé à leurs droits. (...)*

Article 12.-

Après un délai de cinq ans, l'administration communale peut disposer de toute sépulture non concessionnée.

Article 13.-

13.1.

Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, les dispositions de l'article 15 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles sont applicables.

« Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, elle avertira les intéressés qu'ils auront à enlever les signes funéraires dans un délai d'une année à partir de la notification de cet avertissement. A défaut d'enlèvement à l'expiration de ce délai, et sauf prorogation par le collège des bourgmestre et échevins, la commune devient propriétaire de ces monuments. (...) Les constructions souterraines ne pourront être démolies ni enlevées par les particuliers. »

Toutefois, lors de la renonciation, le concessionnaire a le choix de faire enlever lui-même les monuments funéraires, ou bien de rendre la concession dans l'état actuels et d'autoriser la commune à en disposer de suite.

13.2.

En cas d'urgence, il est procédé d'office, sur ordre du bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés aux frais du concessionnaire. Une facture y afférente sera adressée au concessionnaire.

Article 14.-

Lorsque pour cause de transformation, d'agrandissement ou de transfert d'un champ de cimetière, le terrain concédé ne peut pas conserver sa destination, le concessionnaire n'a droit qu'à un terrain de même étendue dans un autre endroit du même cimetière ou sur le nouveau champ, et le nouveau terrain ne peut dépasser deux concessions pour celles concédées d'un seul tenant. Dans ce cas, l'administration communale prend à sa charge les frais d'exhumation et de réinhumation.

Article 15.-

Lorsqu'il est constaté qu'un concessionnaire a acquis des concessions à la suite de fausses déclarations, ces concessions peuvent être annulées.

Article 16.-

Le concessionnaire peut clore le terrain concédé par une bordure en pierre naturelle d'une hauteur ne dépassant pas 0,25 m et dresser au-dessus telle construction funéraire que bon lui semble à condition de s'en tenir, quant à ses ouvrages, aux dispositions générales concernant les inhumations et exhumations, ainsi qu'aux lois, règlements et arrêtés concernant la matière.

Article 17.-

Le fossoyeur signale à l'officier de l'état civil lorsque les tombes concédées se trouvent en état d'abandon, faute d'avoir été entretenues pendant une période de deux ans.

L'officier de l'état civil notifie par lettre individuelle au concessionnaire, ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile, ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, la notification est publiée par voie d'affichage annoncée par la presse.

Si, dans les trois mois de la notification ou de la publication, le concessionnaire ne s'est pas conformé à ses obligations, l'administration communale reprend la concession et une facture relative à la renonciation à une concession sera adressée au concessionnaire. Toutefois, elle ne disposera à nouveau de cette concession que cinq ans après la dernière inhumation.

Article 18.-

Toutes les concessions sont inscrites sur un registre spécial. Dans ce registre sont également transcrits les transferts de concessions.

Article 19.-

En cas d'ouverture d'une succession, les concessions du décu jus ne peuvent être transcrites au nom de l'héritier qu'à la condition que celui-ci prouve, par la production d'un acte de notoriété, qu'il est le seul ayant droit, ou, dans l'hypothèse d'une pluralité d'ayants droit, que ceux-ci consentent expressément et par écrit à cette transcription.

En cas de succession testamentaire, les concessions peuvent être transcrites au nom du légataire universel ou à titre universel, au cas où il n'existe plus de parents ou alliés pouvant prétendre à un droit sur les concessions familiales.

Chapitre III.- Des inhumations de corps et de dépôts de cendres

Article 20.-

Les dépouilles mortelles sont déposées dans des fosses conformément à l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, à savoir:

(...) Les dépouilles mortelles sont déposées dans des fosses creusées dans la terre. Ces fosses peuvent être aménagées en caveaux maçonnés, constitués d'une ou de plusieurs cases.

Chaque inhumation a lieu dans une fosse séparée ou une case de caveau séparée.

Chaque fosse aura au moins 1,50 mètre de profondeur, deux mètres de longueur et 0,80 mètre de largeur pour les personnes âgées de deux ans et plus.

Pour les enfants au-dessous de cet âge, il suffira que les tombes aient une profondeur de 1,20 mètre, une longueur d'un mètre et une largeur de 0,50 mètre.

Article 21.-

Les caveaux peuvent avoir autant d'étages que la nature du sous-sol le permet. Les dimensions intérieures seront de 2,10 mètres de longueur, de 0,85 mètre de largeur et de hauteur.

Les murs extérieurs des caveaux sont à exécuter, soit en briques qui auront une épaisseur de 0,25 mètre, celle des parois intérieures ne pouvant être inférieure à 0,12 mètre, soit moyennant des dalles préfabriquées en béton armé d'une épaisseur d'au moins 0,05 mètre tant pour les murs que pour les parois.

Les étages seront séparés horizontalement par des dalles en béton armé de 0,88 x 0,05 mètre. Le fond des caveaux est à recouvrir d'une couche de gravier. Afin de garantir une circulation efficace de l'air, il faut laisser un espace d'au moins un cm entre chaque dalle en béton armé de 2,30 x 0,90 x 0,05 mètre (minimum). Ils ne doivent dépasser en aucun point le niveau du sol.

Il est strictement interdit:

- de raccorder des caveaux à la canalisation;
- de construire des caveaux dans les endroits du cimetière où un drainage suffisant fait défaut.

Article 22.-

Les tombes sont distantes les unes des autres en conformité de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles à savoir: *Les tombes sont distantes les unes des autres de 0,30 mètre au moins.*

Article 23.-

L'ouverture des fosses en vue de nouvelles inhumations doit être effectuée en conformité de l'article 8 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles à savoir :

L'ouverture des fosses en vue de nouvelles inhumations ne peut avoir lieu qu'après cinq ans. Le même délai s'applique à l'ouverture des caveaux et, si ceux-ci sont aménagés en cases, à l'ouverture de chacune de celles-ci.

Article 24.-

Les cercueils doivent être en bois ou en toute autre matière autodestructible.

L'utilisation de cercueils métalliques n'aura lieu que dans les caveaux, sauf prescription médicale contraire.

Ils sont à enterrer à une double profondeur et une exhumation ultérieure ne sera pas autorisée. Il en est de même pour des cercueils d'autres matières difficilement destructibles.

Les dimensions maxima des cercueils sont fixées comme suit:

- longueur: 2,00 mètres
- largeur : 0,80 mètre
- hauteur : 0,65 mètre

Le fond du cercueil doit être recouvert d'une couche de sciure de bois ou de tourbe réduite en poudre. Cette couche aura une épaisseur de 0,05 mètre. A l'intérieur des cercueils, les corps ne peuvent être contenus dans aucune enveloppe en matière plastique ou autre matière non biodégradable. Sur injonction de l'officier de l'état civil, l'observation de cette disposition devra être prouvée, en présence du fossoyeur ou de son délégué, par l'entreprise de pompes funèbres ayant pratiqué la mise en bière de la dépouille mortelle.

Il est interdit de rouvrir le cercueil, sauf autorisation spéciale de l'officier de l'état civil. Dans ce cas la famille doit s'arranger à ce que tous ceux qui veulent revoir le défunt (la défunte) soient rassemblés autour du cercueil qui ne sera ouvert qu'une seule fois. L'ouverture du cercueil doit être faite, aux frais de la famille, par les pompes funèbres choisis. Dans ce cas le responsable des pompes funèbres est obligé d'informer le fossoyeur pour des raisons sanitaires.

Lors de l'ouverture de la tombe, les débris des vieux cercueils sont détruits par les soins de la commune. Les ossements restent inhumés.

Article 25.-

Les urnes cinéraires doivent être de fabrication solide garantissant une étanchéité parfaite.

Elles doivent porter en caractères indélébiles les noms du défunt, la date de son décès, la date, le lieu et le numéro d'ordre de l'incinération.

Article 26.-

Les tombes ainsi que les cases du columbarium ne peuvent être ouvertes que par les fossoyeurs communaux.

Les inhumations, le dépôt des cendres au columbarium et la dispersion des cendres sur "les Aires du Souvenir" aménagées sur les cimetières de la commune, ne peuvent avoir lieu les samedis, dimanches et jours fériés, sauf dans le cas où des raisons d'hygiène et de salubrité l'exigent.

Les mêmes services ne peuvent être rendus:

- après 17.00 heures,
pendant la période du 1er avril au 30 septembre;
- après 16.00 heures,
pendant la période du 1er octobre au 31 mars.

Article 27.-

Le service des inhumations, de la dispersion et du dépôt des cendres se fait dans les cimetières par les fossoyeurs communaux.

Chapitre IV.- De l'inhumation des embryons et parties de corps

Article 28.-

Avec l'accord de l'autorité communale, les embryons, n'ayant pas atteint six mois de vie intra-utérine, peuvent être ensevelis sans qu'il y ait lieu de faire une déclaration préalable auprès de l'officier de l'état civil. Les embryons doivent être contenus dans des cercueils ou des caisses en bois étanches et d'apparence décente.

La date et le lieu de l'enterrement, ainsi que le nom de la personne qui a demandé l'ensevelissement, sont inscrits sur un registre spécial.

Les membres amputés peuvent également être enterrés au cimetière de la commune avec l'accord et suivant les instructions de l'officier de l'état civil, à condition d'être contenus dans des boîtes étanches.

Chapitre V.- Des exhumations

Article 29.-

Les exhumations, à moins d'être ordonnées par mesure judiciaire ou administrative, ne peuvent se faire qu'en vertu d'une autorisation spéciale du bourgmestre, après avoir entendu le médecin-inspecteur en son avis. La présence d'un médecin et d'un membre du collège échevinal est indispensable pour veiller à l'accomplissement des conditions auxquelles l'autorisation a été accordée. Un procès-verbal des opérations est dressé par le médecin et transmis par lui à l'autorité qui l'a requise. Le médecin-inspecteur de l'Inspection Sanitaire est à informer au préalable de la date et de l'heure de l'exhumation.

Article 30.-

Le transport, d'un cimetière à un autre, de restes mortels exhumés est subordonné à la production du permis afférent délivré par l'officier de l'état civil.

Article 31.-

L'officier de l'état civil fixe le jour et l'heure de l'exhumation et prescrit les mesures qu'exigent la décence et la salubrité publique.

Si au moment de l'exhumation le cercueil est en bon état de conservation, il ne peut être ouvert.

Si le cercueil est détérioré, la dépouille mortelle est placée, suivant son état de décomposition, dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements aux frais du demandeur. Les exhumations sont faites sous la régie de l'officier de l'état civil.

Chapitre VI.- Du transport des dépouilles mortelles et des cendres

Article 32.-

Le transport des corps vers le cimetière est effectué par des entreprises de pompes funèbres dont le choix est réservé exclusivement à la famille du défunt.

L'emploi du corbillard n'est obligatoire ni pour le transport d'enfants mort-nés, ni pour le transport des cendres/urnes provenant de l'incinération d'un corps humain. Ces transports doivent également se faire dans les conditions de décence, de respect et de piété qui s'imposent.

Article 33.-

L'urne renfermant les cendres doit être protégée par une enveloppe d'origine. Cette enveloppe ne peut être ni ouverte ni modifiée au cours de son transport. Les urnes doivent rester dans l'enveloppe d'origine. Une enveloppe décorative ne doit pas dépasser les mesures des cases du columbarium.

Article 34.-

Dans l'enceinte du cimetière, le transport s'effectue par porteurs. Le service des porteurs doit être assuré par les entreprises de pompes funèbres.

Article 35.-

Le service aux enterrements est assuré dans chaque cimetière par un fossoyeur communal. Pendant ces prestations, les fossoyeurs sont obligés de porter l'uniforme prescrit par le collège des bourgmestre et échevins.

Après la cérémonie dans la morgue, il est interdit aux membres de la famille d'escorter le cercueil jusqu'à la tombe, sauf autorisation spéciale du fossoyeur. Lorsqu'il s'agit d'une cérémonie non traditionnelle (par exemple jouer de la musique, faire un discours spécial etc., le fossoyeur doit en être prévenu au plus tard la veille de la cérémonie.

Article 36.-

Les fossoyeurs sont placés, en ce qui concerne les travaux sur les cimetières et l'organisation du travail, sous les ordres de leur supérieur hiérarchique tel que défini dans l'organigramme. Ils sont placés sous les ordres de l'officier de l'état civil ou de son délégué en ce qui concerne les enterrements et la gestion administrative des cimetières.

Ils tiendront un registre par cimetière dans lequel ils inscriront, jour par jour, toutes les inhumations et exhumations en indiquant les nom(s), prénoms et âge du défunt, ainsi que la situation précise de la tombe et porteront les indications conformes au sujet des dépôts des urnes et des dispersions des cendres. Le registre doit être produit à toute réquisition de l'officier de l'état civil. Il sera visé tous les six mois par l'officier de l'état civil qui en certifiera la concordance avec ses registres et fichiers.

Article 37.-

Les fossoyeurs sont chargés d'organiser et de contrôler l'ouverture des tombes en temps utile pour permettre les inhumations et exhumations.

La fermeture devra s'effectuer immédiatement après la descente du cercueil.

De même, les cases du columbarium ne peuvent être ouvertes que pendant le temps nécessaire au placement ou au retrait d'une urne.

Les fossoyeurs veilleront à ce que la terre servant à remplir les fosses ne contienne ni déchets ni grosses pierres pouvant détériorer les cercueils.

Les cercueils doivent être descendus perpendiculairement. De toute façon, les fossoyeurs prendront tous les soins pour que la descente des cercueils se fasse avec décence et ils veilleront à ce que les tombes voisines, les constructions et plantations ne soient pas endommagées. Ils porteront immédiatement tous les dégâts constatés à la connaissance de l'officier de l'état civil et à leur chef de service, lequel en saisira, le cas échéant, le collège échevinal.

Les mesures prévues pour les cercueils doivent être respectées afin qu'ils puissent rentrer dans les anciens caveaux. Si le cercueil est trop grand, les pompes funèbres doivent l'échanger.

Article 38.-

Les fossoyeurs doivent tenir en état de propreté les cimetières et leurs abords et dépendances, sarcler et nettoyer les allées principales et latérales, ainsi que les chemins entre les tombes.

Article 39.-

Il est interdit aux fossoyeurs de se livrer aux cimetières à des activités non prévues par le présent règlement, sauf autorisation du collège des bourgmestre et échevins.

Chapitre VII.- Des mesures de police générale

Article 40.-

Les heures d'ouverture et de fermeture des cimetières sont fixées par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 41.-

Il est interdit d'escalader ou de franchir les murs, autres clôtures du cimetière ou sépultures et de déposer des déchets ménagers et autres dans les poubelles des cimetières

Article 42.-

L'accès au cimetière est interdit aux vélos et à tout autre véhicule, sauf autorisation spéciale de l'officier de l'état civil.

Article 43.-

Les personnes visitant le cimetière doivent s'y conduire décemment. Il leur est interdit de monter sur les tombes, de fouler les terrains destinés aux sépultures, de déposer des déchets aux endroits autres que ceux aménagés à cette fin, d'y colporter, étaler ou vendre des objets quelconques, de s'y livrer à des jeux, de laisser divaguer les animaux domestiques et, en général, d'y commettre une action contraire à la décence et au respect dus aux morts.

Pour des raisons de sécurité il est interdit aux visiteurs du cimetière de rentrer dans la zone de travail des fossoyeurs creusant une fosse.

Article 44.-

Il est défendu d'endommager les chemins et les allées, les monuments, emblèmes funéraires, grillages et ornements ainsi que les arbres et plantations.

Article 45.-

La commune n'est pas responsable des vols commis au préjudice des particuliers. Ceux-ci éviteront de déposer sur les tombes tout objet qui puisse tenter la cupidité.

Chapitre VIII.- Des mesures d'ordre concernant les monuments, pierres ou signes funéraires, inscriptions et plantations

Article 46.-

Toute personne a le droit de faire placer sur la tombe de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou un autre signe indicatif de sépulture.

Article 47.-

L'aménagement et les dimensions des pierres tumulaires doivent être conformes aux règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'ordre public.

Article 48.-

Les monuments funéraires et les plantations ne doivent en aucun point dépasser les dimensions des tombes ou terrains concédés.

Article 49.-

Les pierres sépulcrales ou autres signes indicatifs de sépulture ne peuvent dépasser un mètre de hauteur à partir du terrain naturel. Cependant, les monuments existants ne sont pas soumis à cette mesure.

Article 50.-

La pose de dalles et de marches empiétant sur les allées et chemins principaux est interdite.

Article 51.-

La pose et la réparation des pierres ou monuments sont effectuées par les soins des concessionnaires; elles sont cependant subordonnées à l'autorisation de l'administration communale.

Article 52.-

Les concessionnaires sont obligés d'entretenir leurs tombes et monuments dans un état propre et digne du lieu.

Article 53.-

Aucune épitaphe, ni aucun emblème de quelque nature que ce soit, autre que noms, prénoms, date de naissance et de décès, ne sont exécutés à neuf, ni modifiés sur les monuments funéraires, sans en avoir averti préalablement le fossoyeur.

Article 54.-

Toutes les plantations doivent être faites dans les limites de l'emplacement affecté aux sépultures. En aucun cas, elles ne peuvent empiéter sur les tombes voisines et les chemins par suite de la croissance des arbustes. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner le libre passage.

Celles qui sont reconnues nuisibles ou mal entretenues sont élaguées ou abattues d'office par l'administration communale, après avertissement préalable des propriétaires intéressés.

Les plantations dépassant la hauteur d'un mètre sur les tombes sont interdites.

Chapitre IX.- Des travaux

Article 55.-

L'entrepreneur qui effectue un travail quelconque, soit pour la construction d'un nouveau monument funéraire, soit pour la transformation et les grosses réparations d'un monument funéraire existant, doit, avant de commencer les travaux, se munir d'une autorisation de la part de l'administration communale. Cette dernière doit également être informée au moment de l'achèvement de ces travaux

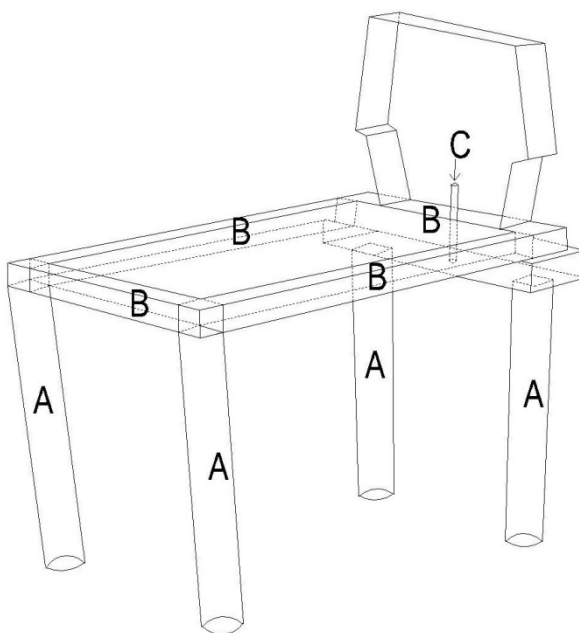
Les marbriers doivent respecter, pour des raisons de sécurité, les ordres du fossoyeur lors des travaux à effectuer sur les tombes.

Ces travaux ne peuvent pas être exécutés huit jours ouvrables précédant la Toussaint, sauf autorisation expresse du bourgmestre.

La demande d'autorisation est à présenter par écrit et devra comprendre :

- Le numéro de l'emplacement.
- Le nom du ou des demandeurs et leur lien avec le concessionnaire.
- Le nom de l'entreprise qui exécutera les travaux.
- La nature des travaux, et le cas échéant, un dossier technique de l'ouvrage à réaliser.
- La date du début et la date prévisionnelle d'achèvement des travaux.

Règlementation pour fondations et pose de monuments :



- « **A** » Pose de 4 piliers en béton armé (ferrailles de 3 x 8 mm pour chaque pilier – la profondeur des 4 piliers: 1,80 m et le diamètre 25 cm).

Pour « **A** » (et les mesures de 2,30 x 2,10 m du monument) 12 barres de fer d'une longueur de 1,50 et d'un diamètre de 8 mm sont nécessaires.

Pour « **A** » (et les mesures de 2,30 x 1,00 m du monument) 12 barres de fer d'une longueur de 1,50 m et d'un diamètre de 6 mm sont nécessaires.

- « **B** » Pose des 4 ceintures de 20 x 20 cm en béton armé (ferrailles 4 x 8 mm pour chaque ceinture). Les ferrailles des ceintures doivent rentrer de 30 cm dans les piliers mentionnés sous « **A** ».

Pour « **B** » (et les mesures de 2,30 x 2,10 m du monument) 8 barres de fer d'une longueur de 2,90 m chacune et d'un diamètre de 8 mm sont nécessaires. De plus 8 barres de fer d'une longueur de 2,70 m chacune et d'un diamètre de 6 mm sont nécessaires.

Pour « **B** » (et les mesures de 2,30 x 1,00 m du monument) 8 barres de fer d'une longueur de 2,90 m chacune et d'un diamètre de 8 mm sont nécessaires. De plus 8 barres de fer d'une longueur de 1,60 m chacune et d'un diamètre de 8 mm sont nécessaires.

Pour la pose d'un monument sur un caveau, « **B** » est égale à 4 ceintures de 20 x 20 cm en béton armé (ferrailles de 4 x 8 mm pour chaque ceinture).

Dans ce cas, les piliers ne sont pas nécessaires.

- « **C** » est égal à la barre de fer de 16 mm de diamètre et 25 cm de longueur. Le socle et la stèle peuvent prendre diverses formes en fonction de la demande.

Pour « C » le montage de stèles de plus de 1 m de largeur, 2 barres de fer de 16 mm de diamètre et de 25 cm de longueur (pas de plastique et pas de silicone) sont nécessaires.

- Pose d'une semelle. Tous les chemins devant les monuments doivent avoir une semelle de 20 cm de haut, 60 cm de large et 6 barres de fer d'un diamètre de 8mm avant de poser des dalles de trottoir ou autre matière.

Pour tous les travaux une demande d'autorisation est obligatoire. L'autorisation est donnée par le bourgmestre sur avis du fossoyeur. Les travaux de fondation sont contrôlés par le fossoyeur. A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux aux cimetières sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés.

Si d'autres mesures s'imposent, le fossoyeur vérifiera si la réalisation est possible. Le fossoyeur confirmera ou modifiera les mesures du monument. Il est donc conseillé de commencer avec la réalisation après avoir obtenu l'autorisation de pose.

En cas de rénovation d'un monument, le cas échéant, il est obligatoire de renouveler les piliers et de la ceinture.

En cas de pose d'un nouveau monument sur une ancienne fondation, le fossoyeur vérifie si une nouvelle fondation sera nécessaire.

En cas de différend entre le fossoyeur et le concessionnaire le collège des bourgmestre et échevins décide, après avoir entendu les deux parties.

Sur tous les lieux où un ancien monument avec une grande croix a été placé, il est obligatoire d'enlever le pilier de fondation au milieu de la concession pour éviter toutes difficultés d'enterrements futurs. Il en est de même des anciennes ceintures dans lesquelles se trouve un rail. Si la largeur dépasse 30 cm l'ancienne ceinture doit être remplacée par une nouvelle.

Déroulement des travaux

Le fossoyeur surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines. Les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur sont données par le fossoyeur même après l'exécution des travaux. Dans le cas où malgré les indications et injonctions, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, le fossoyeur en saisira son chef de service. Le bourgmestre ou son délégué pourra faire suspendre immédiatement les travaux. En cas de refus de se conformer aux instructions écrites, moyennant une mise en demeure de l'administration communale, celle-ci procédera aux travaux nécessaires qui s'imposent aux frais de l'entreprise contra-venante.

Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront être sécurisées selon les règles de l'art par le constructeur.

Il est interdit de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existant sur les sépultures voisines sans l'autorisation des familles concernées ainsi que celle du fossoyeur. Les matériaux nécessaires pour les constructions ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins.

Les pierres tumulaires et les matériaux servant aux constructions sont apprêtés en dehors du cimetière. Toutefois, l'administration communale peut aménager des emplacements spéciaux servant à l'entreposage et à la préparation des matériaux de construction. Les matériaux non employés sont immédiatement enlevés par l'entrepreneur ou, à ses frais, par les soins de l'administration communale.

Les terres provenant des fouilles sont enlevées immédiatement.

Après chaque journée de travail, l'entrepreneur doit nettoyer les alentours des concessions. Il veillera à ne pas endommager et à ne pas salir les sépultures voisines et les allées du cimetière; il sera responsable de tous les dégâts éventuels.

Chapitre X.- Des décorations florales

Article 56.-

Après l'enterrement, le fossoyeur communal assure le transport vers la tombe des gerbes et couronnes ayant été déposées, pour la cérémonie, aux abords immédiats de l'obituaire.

La famille doit faire enlever ces gerbes et couronnes dans les trois semaines. Passé ce délai, le fossoyeur y pourvoit.

Chapitre XI.- Du columbarium et de la dispersion des cendres

Article 57.-

Des concessions pour le placement d'une urne dans le columbarium sont accordées dans les mêmes conditions et pour la même durée que pour les tombes.

Les cases sont fermées à l'aide d'une plaque munie d'une inscription. Elles peuvent recevoir plusieurs urnes.

Les concessionnaires sont tenus de se servir des plaques de fermeture fournies par l'administration communale.

Le collège des bourgmestre et échevins prescrit les dimensions et la nature des caractères servant à l'inscription, soit des inscriptions lettrées en bronze ou sablage, soit des plaquettes de bronze selon le columbarium.

Le dépôt d'une urne doit se faire en présence du fossoyeur, d'un ministre du culte ou d'un délégué de l'autorité communale.

Article 58.-

En cas d'inhumation de l'urne dans une tombe, toutes les dispositions du présent règlement relatives à l'inhumation des cadavres en cercueil sont applicables, sauf celles des articles 20, 21 et 23. Les dimensions prévues à l'article 22 sont réduites aux dimensions des urnes.

Article 59.-

Une parcelle de terrain, destinée à la dispersion des cendres et appelée "l'Aire du Souvenir", est aménagée aux cimetières de la commune par décision du collège des bourgmestre et des échevins.

La dispersion des cendres est soumise aux conditions et à la procédure prévue par le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres.

La date de la dispersion, les noms et prénoms, date et lieu de naissance ainsi que date et lieu de décès de la personne incinérée, sont inscrits dans le registre tenu par le fossoyeur.

Article 60.-

Au courant de l'année, le fossoyeur est autorisé à enlever toutes les décorations florales fanées qui donnent au cimetière un aspect négligé et indigne.

Chapitre XII.- De l'utilisation de l'obituaire

Article 61.-

L'admission des corps dans l'obituaire doit être autorisée par l'officier de l'état civil. Cette autorisation sera uniquement accordée si le décès n'a pas eu lieu à la suite d'une maladie infectieuse grave et sur avis du médecin de la direction de la santé ayant dans ses attributions

l'inspection sanitaire. L'utilisation de l'obituaire est fixée à soixante-douze heures au maxima. Ce délai peut être prorogé par l'officier de l'état civil, sur le vu d'un certificat délivré par le médecin-inspecteur de la circonscription sanitaire constatant que des motifs de salubrité ne s'y opposent pas.

L'admission d'un corps dans l'obituaire peut être refusée à la suite d'un décès dû à une maladie infectieuse grave, est ceci sur avis du médecin inspecteur de l'Inspection Sanitaire.

Au besoin, l'accès du public à l'obituaire peut être temporairement interdit par le fossoyeur.

Chapitre XIII.- Des taxes

Article 62.-

Les taxes auxquelles sont sujettes les concessions ainsi que les différentes prestations indiquées au présent règlement sont fixées par règlement-taxe.

Dispositions finales:

Le présent règlement entrera en vigueur après son approbation par les autorités supérieures et sa publication en due forme.

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures qui sont contraires au présent règlement.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les contraventions aux dispositions du présent règlement sont punies conformément à l'article 26 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, à savoir: *Les infractions et tentatives d'infractions aux dispositions de la présente loi ainsi qu'aux règlements grand-ducaux y prévus sont punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de cinq cent un à trois mille francs ou d'une de ces peines seulement. (...)*

Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son attache au point 1° de la présente.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

6.1.	Personnel communal Création d'un poste de salarié (ancien ouvrier) dans la carrière A5 du chauffeur professionnel pour les besoins du service de la voirie	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège échevinal

- informant qu'un salarié du service de la voirie et engagé dans la carrière du chauffeur professionnel a été élu délégué libéré dans le cadre des élections sociales 2019 ;
- expliquant que ce salarié bénéficie d'une dispense permanente de service avec maintien du salaire ainsi que tout droit à la promotion ;
- arguant que cette dispense a un impact non négligeable sur l'organisation journalière du service de la voirie ;
- proposant, compte tenu de ce qui précède, de créer pour les besoins du service de la voirie un poste à temps plein, sous le statut du salarié (ancien ouvrier) et à payer selon la convention collective des salariés des communes du sud, dans la carrière A5 du chauffeur professionnel (m/f) ;

Vu l'avis de la délégation des salariés du 5 avril 2019 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la convention collective des salariés des communes du sud ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

1. De créer pour les besoins du service de la voirie, sous le statut du salarié (ancien ouvrier) à payer selon la convention collective des salariés des communes du sud, un (1) poste à temps plein et à durée indéterminée dans la carrière A5 du chauffeur professionnel (m/f).
2. De charger le collège échevinal d'entamer sans tarder la procédure d'engagement du nouveau salarié dont question.

Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son attache à la présente.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johnny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

6.2.	Personnel communal Création de deux postes de salarié communaux (m/f) pour les besoins du service du réseau d'eau potable	Décision
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège échevinal :

- informant que deux salariés affectés de longue date au service du réseau d'eau potable ont d'ores et déjà annoncé de vouloir prendre leur pension au cours de l'année 2020 ;
- rendant attentif qu'il importe de penser déjà au remplacement de ces deux artisans DAP en vue de ne pas entraver le bon fonctionnement du service ;
- arguant que, pour des raisons d'organisation et compte tenu de la matière complexe, il serait bénéfique de pouvoir commencer avec la formation des nouveaux agents le plus tôt possible et de les faire travailler parallèlement avec les salariés expérimentés ;
- proposant, par conséquent, de créer pour les besoins du service du réseau d'eau potable, sous le statut du salarié (ancien ouvrier) à payer selon la convention collective des salariés des communes du sud, deux postes à temps plein et à durée indéterminée dans la carrière H3 de l'artisan DAP (m/f) ;
- suggérant de supprimer les deux postes d'artisan DAP à temps plein au moment du départ à la pension des salariés dont question ;

Vu l'avis favorable de la délégation des salariés du 9 avril 2019 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la convention collective des salariés des communes du sud ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

1. De créer pour les besoins du service du réseau d'eau potable, sous le statut du salarié (ancien ouvrier) à payer selon la convention collective des salariés des communes du sud, deux (2) postes à temps plein et à durée indéterminée dans la carrière H3 de l'artisan DAP (m/f).
2. De charger le collège échevinal d'entamer en temps utile la procédure d'engagement des nouveaux salariés dont question.
3. De supprimer les deux postes d'artisan DAP à temps plein au moment du départ à la pension des salariés susmentionnés.

Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son attache à la présente.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johnny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

6.3.	Personnel communal Augmentation de la tâche de deux postes de caissière du service des piscines communales	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 26 mars 2018, approuvée par l'autorité supérieure le 30 mai 2018, référence 900/18, par laquelle il avait décidé de remplacer le responsable des piscines par un instructeur de natation supplémentaire au moment du départ à la pension de l'employé communal ayant assumé la fonction de responsable des piscines depuis le 15 octobre 2004 ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal

- informant qu'il sera procédé à une réorganisation du service des piscines communales au moment du départ à la pension de l'employé communal susmentionné tout en précisant que les tâches du responsable des piscines seront alors prises en charge par le fonctionnaire qui assume actuellement la fonction de responsable des instructeurs de natation ;
- expliquant qu'il a été décidé d'entamer certaines adaptations au niveau des tâches des agents y affectés ;
- arguant qu'en vue de l'augmentation considérable de la charge de travail journalière du nouveau responsable, il incombe de déléguer certaines tâches à l'équipe des caissières ;
- proposant, compte tenu de ce qui précède, d'augmenter la tâche hebdomadaire de deux postes des employés (m/f) du groupe d'indemnité D3, sous-groupe administratif, (ancienne carrière - caissière) de vingt heures à vingt-quatre heures par semaine ;

Vu l'avis de la délégation des fonctionnaires et employés communaux du 10 avril 2019 ;

Vu le règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux ;

Vu la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'augmenter la tâche de deux postes de caissière dans le groupe d'indemnité D3, sous-groupe administratif, de vingt heures par semaine à vingt-quatre heures par semaine.

Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son attache à la présente.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

7.1.	Propriétés Compromis concernant l'échange de terrains sis à Rodange, lieux-dits « A la Croix Cassée », « Au Bonière » et « Au Luc », avec la société Kalista Immo SA	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 15 mars 2019, ayant pour objet l'échange de terrains sis à Rodange, aux lieux-dits « A la Croix Cassée », « Au Bonière » et « Au Luc », avec la société Kalista Immo SA ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal expliquant que la commune cède des terrains sis à Rodange, lieux-dits « A la Croix Cassée » et « Au Bonière », à savoir :

- pré, numéro cadastral 370/5140 d'une contenance totale de 11,94 ares
- terre labourable, numéro cadastral 401/6688 d'une contenance totale de 16,31 ares
- pré, numéro cadastral 366 d'une contenance totale de 23,20 ares

en contrepartie elle acquiert des terrains sis à Rodange, lieux-dits « A la Croix Cassée » et « Au Luc », à savoir :

- terre labourable, partie du numéro cadastral 405/4770 d'une contenance d'environ 9,44 ares
- terre labourable, numéro cadastral 412 d'une contenance de 1,60 ares
- terre labourable, partie du numéro cadastral 421/8106 d'une contenance d'environ 23,60 ares
- terre labourable, partie du numéro cadastral 419/8105 d'une contenance d'environ 4,10 ares ;

Considérant que l'échange des terrains se fait moyennant le paiement d'une soulte compensatoire, en faveur de l'administration communale, d'environ 145.350 euros et que cet échange est fait dans un but d'utilité publique ; les terrains acquis sont intégrés dans le domaine privé de la commune et sont destinés à l'extension de l'école « Am Paesch » à Rodange ;

Vu un certificat attestant que ledit échange a fait l'objet d'une enquête publique du 27 mars au 11 avril 2019 et qu'aucune réclamation n'a été présentée à son encontre ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité a p p r o u v e

le compromis portant sur l'échange des terrains tel que mentionné ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

7.2.	Propriétés Compromis concernant la vente d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Route de Longwy », à la société Kalista Immo SA	Décision
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 22 mars 2019, ayant pour objet la vente d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Route de Longwy » à la société Kalista Immo SA ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal expliquant que :

- il s'agit d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Route de Longwy », terrain, numéro cadastral 623/3022, d'une contenance de 8,90 ares ;
- le prix de vente a été fixé à 125.000 euros l'are, c'est-à-dire au prix total de 1.112.500 euros ;
- la vente du terrain en question est complémentaire au compromis signé entre les mêmes parties le 22 mars 2019 relatif à l'acquisition par la commune de 33 parkings intérieurs dans l'immeuble en future construction projeté à Rodange, coin route de Longwy / rue Michel Rodange ;
- cette vente est faite dans un but d'utilité publique afin d'aménager un parking ouvert au public dans l'immeuble susmentionné et, par conséquent, de pouvoir mettre à la disposition des emplacements de stationnement supplémentaires dans ce quartier ;

Vu un certificat attestant que ladite vente a fait l'objet d'une enquête publique du 27 mars au 11 avril 2019 et qu'aucune réclamation n'a été présentée à son encontre ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

par quatorze voix pour et deux abstentions a p p r o u v e

le compromis portant sur la vente du terrain telle que mentionnée ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

7.3.	Propriétés Compromis concernant l'acquisition en état futur d'achèvement de 33 places de stationnement sis à Rodange, lieux-dits « Route de Longwy » et « Rue Michel Rodange », de la part de la société Kalista Immo SA	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 22 mars 2019, ayant pour objet l'acquisition en état futur d'achèvement de 33 parkings intérieurs sis à Rodange, route de Longwy / rue Michel Rodange, de la part de la société Kalista Immo SA ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal expliquant que

- il s'agit de 33 parkings intérieurs, dont 3 pour personnes à mobilité réduite, au sol-sol (niveau -1) d'un immeuble en future construction à Rodange, coin route de Longwy / rue Michel Rodange ;
- le lot de 33 parkings intérieurs est inscrit au cadastre de la Commune de Pétange, section C de Rodange, numéros cadastraux 623/3022, 612/3569, 612/3486 ;
- le prix de vente a été fixé à 1.075.049,49 euros (TTC) ;
- ladite acquisition est faite dans un but d'utilité publique afin d'aménager un parking ouvert au public dans l'immeuble susmentionné et, par conséquent, de pouvoir mettre à la disposition des emplacements de stationnement supplémentaires dans ce quartier ;

Vu un certificat attestant que ladite acquisition a fait l'objet d'une enquête publique du 27 mars au 11 avril 2019 et qu'aucune réclamation n'a été présentée à son encontre ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

par quatorze voix pour et deux abstentions a p p r o u v e

le compromis portant sur l'acquisition de 33 places de stationnement telle que mentionnée ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

8.1.	Enseignement Approbation du projet d'organisation scolaire 2019/2020	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter d'ores et déjà la répartition des classes des écoles fondamentales de la commune de Pétange pour l'année scolaire 2019/2020, afin de pouvoir demander une affectation de personnel au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

Vu le contingent de leçons d'enseignement attribuées à la Commune de Pétange pour l'année scolaire 2019/2020 ;

Vu la demande du 17 avril 2019 adressée au Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'attribution de quatre postes de cours d'accueil à la Commune de Pétange ;

Vu les propositions faites par les comités d'écoles de la Commune de Pétange ;

Vu l'avis donné par le directeur de l'enseignement fondamental et la commission scolaire, réunis le 3 avril 2019 ;

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal en ses explications ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'arrêter le projet d'organisation scolaire des écoles fondamentales de la Commune de Pétange suivant le tableau ci-joint qui fait partie intégrante de la présente.

La présente n'est pas sujette à approbation de la part de l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

8.2.	Enseignement Construction d'une nouvelle école au centre de Rodange : vote d'un crédit spécial	Décision
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège échevinal

- évoquant la nécessité de la construction d'une nouvelle école au centre de Rodange en vue de disposer de structures modernes avec des surfaces de réserve suffisantes pour faire face à l'augmentation prévisible du nombre d'enfants scolarisés dans les années à venir ;
- proposant en l'occurrence l'admission un crédit spécial de 50.000 euros, en vue de pouvoir commencer avec ce projet ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 19 avril 2019, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'admettre un crédit spécial de 50.000 euros au nouvel article 4.912.221311.19056 de l'exercice 2019, intitulé « Travaux de construction d'un nouveau bâtiment scolaire au centre de Rodange ».

Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 2 mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

9.1.	Affaires sociales Vote d'un crédit spécial concernant les travaux de construction d'une nouvelle maison relais au centre de Rodange	Décision
------	--	----------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège échevinal

- évoquant la nécessité de la construction d'une nouvelle maison relais au centre de Rodange en vue de disposer de structures modernes avec des surfaces de réserve suffisantes pour faire face à l'augmentation prévisible du nombre d'enfants scolarisés dans les années à venir ;
- proposant en l'occurrence l'admission d'un crédit spécial de 50.000 euros, en vue de pouvoir commencer avec ce projet ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 19 avril 2019, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'admettre un crédit spécial de 50.000 euros au nouvel article 4.242.21311.19057 de l'exercice 2019, intitulé « Travaux de construction d'une nouvelle maison relais au centre de Rodange ».

Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 2 mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

9.2.	Affaires sociales Subvention au profit des victimes du cyclone IDAI au Mozambique	Décision
------	--	----------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- Faisant état d'un appel lancé par Unicef Luxembourg pour venir en aide aux familles sinistrées du Mozambique suite au dommages et inondations causés par le cyclone IDAI ;
- Insistant que cette tragédie ne peut laisser indifférente ;
- Déclamant que chaque soutien financier de la communauté internationale aidera à atténuer la misère ;
- Proposant en l'occurrence de venir en aide aux sinistrés moyennant l'octroi d'une subvention de 2.500 euros ;

Vu le crédit afférent, au montant de 10.000 euros, inscrit à l'article 3/261/648320/99001 du budget de l'exercice 2019 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de verser à « UNICEF Luxembourg » (CCPL - IBAN LU38 111 0000 1818 0000) une aide financière de 2.500 euros, avec la mention « Cyclone Idai », pour les motifs décrits ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

10.	Sylviculture Approbation du plan simple de gestion 2018-2027	Décision
-----	---	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que l'objectif d'un « plan simple de gestion » est d'orienter l'évolution d'une forêt de telle façon qu'elle réponde toujours mieux aux multiples aspirations de l'homme et que les ressources soient préservées moyennant une gestion :

- qui assure la pérennité des écosystèmes forestiers et le maintien de toutes les potentialités ;
- multifonctionnelle qui s'efforce de maintenir ou d'améliorer l'ensemble des fonctions que la forêt remplit ;

Considérant que la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés stipule que

- il est établi, de tous les bois administrés, des plans d'aménagement basant sur les règles de la possibilité et du rapport soutenu et qu'il est procédé à une révision de ces derniers tous les dix ans ;
- les plans d'aménagement sont étudiés et préparés par un service spécial, rattaché à la direction de l'administration forestière conjointement avec les chefs de cantonnement ;
- l'établissement d'un plan d'aménagement ne donne lieu à aucune dépense à charge des communes, qui supportent pourtant tous les autres frais pouvant résulter de ces travaux ;

Considérant que le projet d'aménagement abrégé 2018-2027 du type « plan de gestion » a été présenté aux membres du conseil communal et de la commission de l'environnement en date du 1^{er} avril 2019 ;

Vu l'avis favorable du 15 mars 2019 du chef de l'arrondissement du Sud de la nature et des forêts ;

Vu la loi du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1922 concernant le service d'aménagement des bois administrés ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité a p p r o u v e

le plan simple de gestion des forêts 2018-2027 de la forêt communale de Pétange, lequel sera également soumis à l'approbation de l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

11.	Urbanisation Demande de morcellement conjointe de M. et Mme Wolter-Mancini ainsi que de l'association AMTF ASBL concernant des parcelles sis à Rodange, rue de Lasauvage	Décision
-----	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu la demande d'autorisation de morcellement conjointe introduite par M. et Mme Wolter-Mancini, demeurant à L-4829 Rodnage, rue de Lasauvage n° 12, ainsi que par l'association AMTF ASBL, représentée également par les époux Albert et Gaby Wolter-Mancini, concernant des parcelles sises à L-4829 Rodange, rue de Lasauvage, section C de Rodange, numéros cadastraux 1344/8201 et 1344/6317 ;

Considérant qu'il s'agit de la répartition d'une partie des deux parcelles susmentionnées en deux nouveaux lots en vue de leur affectation à la construction de deux immeubles unifamiliaux ;

Considérant que les parcelles concernées sont classées par le plan d'aménagement général en vigueur partiellement

- dans une zone urbanisée [HAB 1] et qu'elles sont couvertes et précisées par le plan d'aménagement particulier « quartier existant » [HAB-1 • a-2],
- dans une zone de jardins familiaux [JARD] ;

Considérant qu'en application de l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, tout lotissement de terrains réalisé dans une zone soumise à un plan d'aménagement particulier « quartier existant » est décidé par le conseil communal et publié conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; qu'on entend par lotissement de terrains, la répartition d'une ou de plusieurs parcelles en un ou plusieurs lots, en vue de leur affectation à la construction ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

par quinze voix pour et une abstention marque son accord avec le morcellement des terrains sis à L-4829 Rodange, rue de Lasauvage, section C de Rodange, numéros cadastraux 1344/8201 et 1344/6317.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

12.	Transports et communications Ratification du règlement temporaire d'urgence concernant le chemin piétonnier nommé « Schwaarze Wee » à Pétange	Décision
-----	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement d'urgence arrêté par le collège échevinal le 9 avril 2019, modifiant temporairement le règlement général de la circulation en vigueur en cet endroit, qui a dû être édicté en vue des travaux de réaménagement et de soutènement du chemin piétonnier et cyclable longeant le parking CFL-Nord nommé « Schwaarze Wee » à Pétange ;

Considérant que le collège échevinal est bien en droit d'édicter des règlements en cas d'urgence, pouvoir qui lui est conféré, pour ce qui intéresse plus particulièrement la circulation, par l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, tel que ce texte a été modifié par la suite ;

Considérant encore que ce règlement cesse d'avoir effet s'il n'est pas confirmé par le conseil communal à sa prochaine séance ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, notamment l'article 29 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité c o n f i r m e

la délibération précitée, aux termes de laquelle le collège des bourgmestre et échevins a édicté, à titre temporaire, des modifications par rapport au règlement de circulation existant.

La présente est transmise pour approbation au Ministre de l'Intérieur et au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

13.1.	Vie associative Modifications des statuts et de la dénomination de « Fëscher Frenn 2000 Rodange » en « Fëscherfrënn 2000 Rodange »	Information
-------	---	-------------

Le conseil communal,

Considérant que Mme Bouché-Berens a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour;

Revu sa délibération du 30 juillet 1999, aux termes de laquelle il a pris connaissance des statuts de ladite association ;

Vu les nouveaux statuts déposés par la société « Fëscherfrënn 2000 Rodange » avec siège social au Chalet Langwiss à Pétange, rue d'Athus n° 200 ;

Considérant que les modifications de statuts soumises par le comité de l'association portent sur une révision générale des statuts ainsi que sur la dénomination de l'association en question ;

Après délibération conforme,

p r e n d a c t e

des modifications des statuts et de la dénomination susmentionnés.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

13.2.	Vie associative Statuts de l'association « Retro - Cars - Péiteng » asbl	Information
-------	---	-------------

Le conseil communal,

Considérant que Mme Bouché-Berens a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour;

Vu les statuts déposés par la société « Retro – Cars – Péiteng » ASBL avec siège social à Rodange, rue du Lavoir n° 22 ;

Considérant que selon les présents statuts, l'association a pour objet l'organisation d'événements autour de véhicules anciens ;

Considérant que l'association est enregistrée au Registre de commerces et des sociétés sous le numéro RCS F12236 ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal proposant de ne pas admettre la société sur la liste officielle des sociétés subsidiées arguant que ces buts sont déjà assurés par d'autres associations similaires en place ;

Vu le règlement pour l'attribution de subsides du 27 février 2017 ;

Après délibération conforme,

p r e n d a c t e

desdits statuts susmentionnés.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.

Continuation de la séance du 29 avril 2019

ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 29 avril 2019

Annonce publique et convocation des conseillers: 23 avril 2019

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins; Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Breyer Roland, Conzemius-Holcher Josette, Goergen Marc, Gira Carlo, Polfer Johny, Scheuer Romain, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers; Braun Mike, secrétaire.
Absent	Brecht Guy, conseiller (excusé).

14.	Point supplémentaire porté à l'ordre du jour sur la demande du parti politique « Déi Gréng » concernant la politique antiplastique à l'image des communes avoisinantes	Décision
-----	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le courriel du 23 avril 2019, par lequel le parti politique « Déi Gréng » demande de porter un point supplémentaire à l'ordre du jour de la séance du conseil communal du 29 avril 2019 ;

Vu l'article 13 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 stipulant que tout objet d'intérêt communal qu'un membre du conseil communal demande au bourgmestre de faire figurer à l'ordre du jour du conseil doit y être porté par le collège des bourgmestre et échevins, pour autant que la demande motivée a été faite par écrit et trois jours au moins avant la date de la réunion du conseil ;

Entendu le porte-parole du parti politique « Déi Gréng » présentant et commentant ledit point supplémentaire porté à l'ordre du jour, à savoir :

- rendant attentif de l'impact nocif de produits en plastique, notamment ceux à usage unique, pour l'environnement (e.a. pollution des océans et de la nature avec des effets néfastes pour la faune et la flore) et la santé humaine (e.a. présence de microplastique dans les produits alimentaires et cosmétiques) ;
- informant de l'interdiction dans l'Union Européenne de pouvoir utiliser encore des matières plastiques à usage unique au-delà de 2020 ;
- renseignant que les communes avoisinantes de Differdange et de Sanem ont récemment interdit l'utilisation de vaisselle en plastique à usage unique lors de manifestations publiques ;
- proposant, compte tenu de ce qui précède, de
 - charger le collège échevinal et la commission de l'environnement d'entamer une stratégie ambitieuse pour éliminer l'usage de plastique lors d'événements locaux,
 - charger le collège échevinal et la commission de l'environnement d'organiser, à partir de 2020, des semaines de l'environnement en vue de sensibiliser les citoyens pour des modes de vie plus écologiques
 - charger le collège échevinal et la commission scolaire d'entamer une stratégie pour sensibiliser les enfants à utiliser des alternatives au plastique
 - équiper tous les bâtiments communaux de bornes en eau potable pour que les usagers peuvent remplir leurs bouteilles réutilisables
 - soutenir des initiatives favorisant l'installation de petits commerces vendant des produits sans emballages ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins expliquant que

- le collège échevinal fait pleinement confiance à l'éco-responsabilité des associations locales lors de l'organisation de manifestations publiques et, partant, préfère recommander aux associations d'utiliser de la vaisselle réutilisable et biodégradable au lieu d'interdire l'utilisation de vaisselle plastique à usage unique lors d'événements publics ;
- au début des années 2000 la Commune a organisé une dizaine de semaines de l'environnement, que le succès de ces manifestations a diminué d'année en année, ce qui a amené le collège échevinal à remplacer les semaines de l'environnement par le « Pétenger Ëmweltdiplom fir Kanner » qui connaît un véritable succès auprès des générations futures depuis sa création en 2008 ;
- actuellement des bornes en eau potable sont installées dans trois bâtiments communaux, que les services communaux sont en cours d'analyser les possibilités d'installer des bornes similaires dans d'autres bâtiments communaux respectivement sur des places publiques ;
- le programme éducatif des écoles fondamentales dépend du Ministère de l'Education nationale, que c'est donc au niveau national que des stratégies de sensibilisation doivent être élaborées afin d'être intégrées dans les programmes éducatifs ;
- d'après la législation en vigueur, il appartient à la commission scolaire et non pas au collège échevinal de faire des propositions quant au contenu des programmes éducatifs ;
- le collège échevinal se montre étonné que compte tenu de la motion introduite par le parti « Déi Gréng », la proposition d'entamer une stratégie pour sensibiliser les enfants à utiliser des alternatives au plastique n'a encore jamais été abordée par le représentant dudit parti politique dans une réunion de la commission scolaire ;
- la Commune n'a aucune influence sur les concepts commerciaux des petits commerces déjà installés respectivement qui viennent s'installer sur le territoire de la Commune de Pétange, tout en précisant que le collège échevinal soutient toute initiative de ces commerces visant à réduire voire même à éliminer les emballages plastiques à usage unique à l'image du « Kuerbuttek » du CIGL Pétange ;

Entendu plusieurs conseillers communaux dans leurs commentaires et réflexions ;

Entendu le porte-parole du parti politique « Déi Gréng » qui, après avoir entendu les arguments développés par le collège échevinal et les autres conseillers communaux, décide de ne pas retirer la motion portée à l'ordre du jour sur initiative de son parti politique ;

Après délibération conforme,

par 10 voix pour, quatre voix contre et deux abstentions d é c i d e

de rejeter la motion introduite par le parti politique « Déi Gréng » concernant la politique antiplastique à l'image des communes avoisinantes.

La présente n'est pas sujette à approbation de la part de l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.